Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

26 mai 2004
N°126 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

LA CIA FAIT SES CLASSES

1965 : Indonésie, laboratoire de la contre-insurrection

Pour renverser le président indonésien Sukarno qui s'était allié aux communistes, les États-Unis expérimentent pour la première fois à grande échelle la stratégie de la tension et la guerre de contre-insurrection, en 1965. La CIA subventionne à la fois des maquis sécessionnistes et l'armée qui les combat. Puis elle met en scène un faux complot pour justifier l'élimination des soutiens du président par une junte militaire. Ayant déstabilisé le pays, Washington provoque une guerre civile au cours de laquelle il mobilise la population pour assassiner 500 000 à un million de sympathisants communistes.

page 2

La torture, c'était mieux avant !

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Jack Wheeler stigmatise le rôle des femmes dans l'armée : le scandale d'Abu Ghraib a montré qu'elles n'étaient pas capables de faire le sale boulot et de tenir leur langue. Plus subtil, Milt Beaden, souligne qu'en son temps la CIA formait des interrogateurs suffisamment efficaces pour ne pas avoir à utiliser la torture, oubliant que les sévices infligés à Abu Ghraib étaient l'application d'un ancien manuel de la CIA.

page 10

REPÈRE : 26 MAI 1966

Les bonzes vietnamiens s'immolent

Mis en place par le gouvernement états-unien, le régime de Diem, au Vietnam mène une répression accrue contre les « *subversifs* ». Membre d'une secte chrétienne anti-communiste, Diem multiplie les exactions contre les bouddhistes soupçonnés de soutenir le Vietminh, saccageant les couvents, tuant et torturant les bonzes. En juin 1963, le moine Thich Quang Duc s'asperge d'essence et s'immole dans le centre ville de Saigon. Les images horrifient l'opinion publique, tandis que la femme du général Nhu déclare : « *ce n'est qu'un barbecue de bonze* ». S'en suivent deux semaines de manifestations et d'émeutes. Le président Kennedy fait alors assassiner ses anciens protégés, Diem et Nhu, et les remplace par une junte totalement subordonnée aux « *conseillers militaires* » US. D'autres sacrifices suivront, dont celui de l'abbesse de Hué, Thich Nu Thanh Quang, qui s'immole le 26 mai 1966. Sa mort provoque de gigantesques manifestations contre la présence US y compris chez les bouddhistes états-uniens. Des années plus tard McNamara dira : « *Le courage impassible de ces bonzes en flammes a été une des plus puissantes armes utilisées contre nous Vietnam* ». ■

HILLARY VOTE TOUT SAUF BUSH

Invitée de l'émission télévisée *Fox News Sunday*, la sénatrice Hillary Clinton s'est prononcée en faveur d'un ticket bipartisan contre George W. Bush. Elle a chaudement soutenu l'idée selon laquelle le candidat démocrate John Kerry devrait choisir comme vice-président le républicain John McCain.

Kerry et McCain sont amis. Tous deux vétérans du Vietnam, ils ont œuvré ensemble pour la résolution définitive de la question des prisonniers de guerre et la réconciliation avec Hanoï. Les deux hommes ont des conceptions proches en matière de stratégie militaire : ils avaient ensemble fait campagne pour le bombardement du Kosovo, sous la présidence Bill Clinton. Ils incarnent aussi un refus du fondamentalisme religieux, Kerry en qualité de catholique et McCain en tant que pourfendeur des excès de la Christian Coalition dans son parti. John McCain est l'héritier d'une lignée prestigieuse d'amiraux. Il a été retenu prisonnier cinq ans au Vietnam. Principal rival de George W. Bush au sein du Parti républicain, il préside l'institut républicain de la NED/CIA. ■

La CIA fait ses classes

1965 : Indonésie, laboratoire de la contre-insurrection

Pour renverser le président indonésien Sukarno qui s'était allié aux communistes, les États-Unis expérimentent pour la première fois à grande échelle la stratégie de la tension et la guerre de contre-insurrection, en 1965. La CIA subventionne à la fois des maquis sécessionnistes et l'armée qui les combat. Puis elle met en scène un faux complot pour justifier l'élimination des soutiens du président par une junte militaire. Ayant déstabilisé le pays, Washington provoque une guerre civile au cours de laquelle il mobilise la population pour assassiner 500 000 à un million de sympathisants communistes.

Ancienne colonie néerlandaise, l'Indonésie proclame son indépendance au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Ahmed Sukarno, grand leader nationaliste de la lutte pour l'indépendance, et Mohammed Hatta en deviennent alors respectivement président et vice-président. Mais le pays, qui possède la première mine d'or et la troisième mine de cuivre du monde attise des convoitises. Un mois après la déclaration d'indépendance, les forces armées néerlandaises et anglaises s'allient pour tenter de reprendre le contrôle du territoire. S'ensuivent alors quatre années de guerre coloniale, qui aboutissent,

en 1949, à un retrait des Pays-Bas, qui conservent néanmoins une portion de terre, la Papouasie Nouvelle-Guinée, qui n'accèdera à l'indépendance qu'en 1975.

Bien qu'amputée d'une partie de son territoire, l'Indonésie reste un pays stratégique dans cette région du monde, à la fois par ses ressources naturelles et sa situation géographique : le pays est en effet au cœur du système maritime de l'Asie du Sud-Est, d'importance capitale pour l'Australie, le Japon et surtout les États-Unis. Ceux-ci s'intéressent de près, dès le début de la Guerre froide, à la situation politique indonésienne. Dans un pays peuplé à l'époque de plus de 150 millions d'habitants, majoritairement musulmans, les choix politiques du président Sukarno ont peu de chances de plaire à Washington : il a en effet choisi de s'allier avec le Parti communiste indonésien (PKI) au nom de l'unité nationale.

Pour éviter que ne tombe le « *domino* » indonésien du côté de l'URSS, la politique de la CIA vise à mettre un terme à l'alliance entre Sukarno et les communistes, mais aussi à liquider l'opposition communiste, et à placer un militaire au pouvoir.

La CIA déstabilise Sukarno

Ahmed Sukarno

Pour cela, les États-Unis cherchent d'abord à déstabiliser le régime en place. Une politique encadrée par une directive du Conseil de sécurité nationale de 1953, qui appelle à *« une action appropriée, en collaboration avec d'autres pays amis, afin d'empêcher un contrôle permanent des communistes »* en Indonésie. La directive NSC 171/1 prévoit à la fois de soutenir des maquis sécessionnistes et d'entraîner des cadres de l'armée indonésienne afin de créer une tension qui permettra d'accroître l'influence états-unienne et de faire reculer les communistes. La même année, le directeur de la CIA, John Foster Dulles, déclare au nouvel ambassadeur en Indonésie, Hugh S. Cumming, Jr qu'il ne doit pas *« s'attacher de manière irrévocable à une politique de préservation de l'unité de l'Indonésie (...). La préservation de l'unité d'un pays peut avoir des dangers, et je fais référence à la Chine »* [1]. Par ailleurs, l'agence états-unienne choisit de soutenir des partis politiques appartenant au camp des *« modérés (...) sur la droite »*, notamment le Parti Masjumi et le Parti socialiste indonésien (PSI). Langley engloutit ainsi des sommes considérables dans le PSI. Cet investissement se révèle rentable : des rangs de ce parti émergent des figures importantes telles que Sjam, considéré comme le cerveau du coup d'État de 1965, mai aussi des militaires tels que Sarwo Edhie et Suwarto, qui formera le futur président Suharto.

Dans les années 1957-1958, la CIA fournit armes et hommes aux mouvements rebelles du PRRI-Permesta qui sévissent à Sulawesi et à Sumatra-Ouest. Bien que secrètes, ces opérations ne sont pas toujours discrètes et inoffensives, bien au contraire. En avril 1958, un avion largue une bombe sur un bateau mouillé

dans le port d'Ambon, tuant tous ceux à bord. L'appareil percute ensuite une église, détruisant le bâtiment sans laisser de survivant. D'après le président Sukarno, qui raconta cet épisode bien plus tard, l'attaque fit plus de 700 morts, essentiellement des civils. Le 15 mai, un avion de la CIA bombarde le marché d'Ambon, tuant un grand nombre de civils en route pour l'église en ce jeudi de l'Ascension. Trois jours plus tard, au cours d'un nouveau raid sur la ville, Allen Lawrence Pope, pilote de la CIA, est capturé après que son avion eût été abattu. Ce manque de discrétion n'est pas le fait d'une maladresse ou du hasard. L'objectif des services de renseignement états-uniens n'est pas, à l'époque, de renverser le gouvernement mis en place par Sukarno, mais plutôt de *« tenir [ses] pieds près du feu »*, comme l'a expliqué Frank Wisner en 1956, alors qu'il était sous-directeur des opérations secrètes à Langley [2]. Il s'agit de maintenir le président indonésien dans un état de crainte par rapport à une insurrection armée par la CIA, et de le pousser ainsi à se reposer sur l'armée, qui apparaît comme le seul rempart. Cette politique est couronnée de succès : le 14 mars 1957, Sukarno proclame la loi martiale, ce qui ramène l'armée au cœur de la sphère politique. La commission d'enquête sénatoriale consacrée à la CIA a même émis l'hypothèse, en 1975, que l'agence ait eu une part de responsabilité dans la tentative d'assassinat du leader indonésien à Cikini, en novembre 1957. Mais l'affaire ne fut pas approfondie.

Soutien massif à l'armée

Si la « *stratégie de la tension* » mise en place par Washington fonctionne bien au niveau politique, puisque les militaires prennent peu à peu une place prépondérante dans la vie du pays, le soutien à la guérilla ne permet pas à celle-ci d'obtenir les succès militaires escomptés. À partir du 1er août 1958, la CIA constate cet échec et entame un programme d'assistance militaire massive à l'Indonésie, pour un montant évalué à 20 millions de dollars annuels. Le but est toujours le même, selon un mémo de l'état-major interarmes de 1958 : il s'agit d'aider l'armée indonésienne en tant que *« seule force non-communiste (...) ayant la capacité de gêner (...) le PKI »*. L'aide financière sert aussi d'*« encouragement »* au général Nasution afin qu'il puisse *« mener à bien ses plan pour contrôler le communisme »* [3]. Le détail de ce plan n'est pas donné dans le mémo. Mais il suffit de se souvenir du rôle de Nasustion dans la répression de Madiun, en 1948 : à la suite d'une provocation de l'armée, une insurrection de cadres du PKI est réprimée dans un bain de sang par le général. En 1965, peu après le vrai-faux coup d'État de Gestapu, il appelait à l'extermination totale du PKI, *« jusqu'à ses dernières racines afin qu'il n'y ait pas de troisième Madiun »* [4].

La place prépondérante du parti communiste dans le paysage politique indonésien conduit peu à peu la CIA à accentuer son implication sur le terrain. Par petites touches successives, Washington va ainsi appliquer en Indonésie la doctrine de guerre révolutionnaire élaborée par les militaires français de retour d'Indochine ou, plus tard, d'Algérie. Une pratique militaire fondée sur *« le déplacement de populations à grande échelle, le fichage systématique, la création de milices d'autodéfense, l'action psychologique, le quadrillage territorial et les "hiérarchies parallèles" »* [5].

Un élément important du dispositif est la propagande ou « *action*

psychologique » dans le vocabulaire militaire. Pour préparer la population à l'élimination de l'opposition politique que constituent les communistes du PKI, mais aussi pour détourner l'attention de l'opinion publique internationale, la CIA va, par l'intermédiaire des think-tanks qu'elle finance, encourager des universitaires à publier des travaux sur le péril rouge en Indonésie. L'un des principaux relais est Guy Pauker, enseignant à l'université de Berkeley, en Californie, et consultant à la RAND. A ce titre, il est, selon ses propres mots, en contact fréquent avec *« un très petit groupe »* d'intellectuels du Parti socialiste indonésien et *« leur amis au sein de l'armée »* [6].

L'armée indonésienne à la pointe de la « contre-insurrection »

Washington soutient également financièrement toutes les initiatives des généraux indonésiens destinées à convertir l'armée à la doctrine de contre-insurrection. L'un des personnages centraux de ce dispositif est le général Suwarto, qui a suivi une formation militaire aux États-Unis et est très proche de Guy Pauker. A partir de 1958, il se lance dans la transformation de l'Indonesian Army Staff and Command School de Bandung (SESKOAD) en un centre d'entraînement pour la conquête du pouvoir politique. SESKOAD est alors l'objet de toutes les attentions du Pentagone, de la Rand et de la Fondation Ford. Sous l'influence de Nasution et Suwarto, l'école développe une nouvelle doctrine stratégique intitulée Territorial Warfare (ou « guerre territoriale ») d'après un document traduit par Guy Pauker, qui place la stratégie contre-insurectionnelle au cœur des préoccupations de l'armée indonésienne. À partir de 1962, l'administration Kennedy aide l'armée indonésienne à développer des programmes d'« *action civique* », qui lui permettent d'élaborer sa propre infrastructure politique, parfois jusqu'au niveau des villages. En 1962, à la suite d'une recommandation du département d'État états-unien, une unité spéciale de l'US MILTAG (Military Training Advisory Group) est installée à Jakarta, afin d'aider à l'application de ce programme qui permettra, plus tard de créer des milices locales comme le prévoit la « *guerre révolutionnaire* ». D'après Peter Dale Scott, *« la SESKOAD a également formé des officiers de l'armée à l'économie et à l'administration, et ainsi à opérer quasiment comme un para-État, indépendant du gouvernement de Sukarno »* [7]. Ce qui correspond à la « *hiérarchie parallèle* » évoquée plus haut. Des civils, formés dans le cadre d'un programme d'entraînement financé par la Fondation Ford, furent ensuite impliqués dans ce que l'attaché militaire états-unien Willis G. Ethel appelle la *« planification contingente »* visant à empêcher une prise du pouvoir par le PKI.

Le Colonel Suharto rejoint la SESKOAD en octobre 1959, où il devient proche de Suwarto. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ce musulman autoritaire avait lutté du côté des Japonais, avant de rejoindre l'Indonésie après la déclaration d'indépendance. Au sein de l'école militaire, il s'implique dans l'élaboration de la doctrine de la « *guerre territoriale* ». Bien qu'il ne se soit jamais rendu aux États-Unis, il participe aux programmes d'« *action civique* » avec plusieurs officiers proches du PSI, et donc des États-Unis. L'idéologie de la contre-insurrection devient progressivement majoritaire dans les rangs de l'armée, comme le confirme un séminaire organisé à SESKOAD en avril 1965, qui *« réaffirmait les revendications de l'armée à jouer un rôle politique*

Mohamed Suharto

indépendant ».

Cette politique, qui vise en définitive à éliminer les communistes au profit d'une dictature militaire, ne fait pas l'unanimité. Au sein de l'état-major, il existe un camp composé des fidèles du chef d'état-major Yani, lui même soutien indéfectible du président Sukarno, malgré ses réticences vis-à-vis de l'alliance avec les communistes. C'est ce camp qui contrôle l'armée régulière. C'est donc lui qui va être visé par le vrai-faux coup d'État de septembre 1965.

Faux coup d'État et vrai complot

Ce coup d'État, intitulé Gestapu [8], vise officiellement à éliminer six généraux de l'armée indonésienne qui auraient eux-mêmes été en train d'élaborer un coup d'État contre le président Sukarno. Pourtant, la liste des cibles choisies par le groupuscule Gestapu prête à réfléchir. Elle comprend en effet Yani et quatre de ses plus proches généraux, tous réputés plutôt proches de Sukarno. À l'inverse, aucun général anti-Sukarno n'est visé, à l'exception de Nasution [9].

On peut donc considérer que le « vrai-faux complot » n'est que le prétexte nécessaire aux hommes de Suharto pour mener leur « complot dans le complot ». Au lieu de chercher à défendre le président indonésien, les conjurés visent précisément la fraction de l'armée la plus loyale à Sukarno. Le porte-parole autoproclamé de Gestapu, le lieutenant-colonel Untung, déclare le 1er octobre, que Sukarno est sous la protection de l'organisation. Il affirme par ailleurs qu'un Conseil des généraux soutenu par la CIA envisageait de réaliser un coup d'État avant le 5 octobre et, avait, dans cette optique, rassemblé des troupes venues de l'Est, du Centre et de l'Ouest à Jakarta. En réalité, ces troupes devaient défiler dans les rues de la capitale indonésienne pour la parade des forces armées du 5 octobre, une manifestation qu'Untung lui-même avait préparé, en sélectionnant les unités qui devaient y participer.

Les déclarations publiques de Suharto dans cette période troublée sont éloquentes : il y réaffirme sa loyauté au président Sukarno, tout en accusant des jeunes et des femmes du PKI, ainsi que *« des éléments de l'armée de l'air »* d'être les responsables de la mort des six généraux, sans preuve tangible. Pourtant, les assassinats avaient été perpétrés par les éléments qu'Untung accusait de vouloir fomenter un coup d'État et qui étaient placées sous le commandement de Suharto.

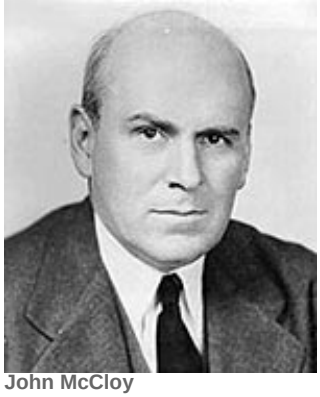
L'objectif du putsch de Gestapu est donc fallacieux : comme l'écrit Peter Dale Scott, *« son discours et avant tous ses actions n'étaient pas simplement ineptes ; elles étaient soigneusement orchestrées pour préparer une réaction de Suharto également fallacieuse »*. De même que les seuls généraux assassinés furent ceux qui pouvaient empêcher Suharto d'accéder au pouvoir, ses bâtiments furent les seuls à ne pas être gardés par les hommes de Gestapu. Par ailleurs, l'annonce par Gestapu du transfert du pouvoir à un « Conseil

révolutionnaire » imaginaire, dont était exclu Sukarno, permit à Suharto de se poser en défenseur de Sukarno, alors même qu'il s'assurait précisément qu'il ne pourrait reprendre le contrôle du pays. Enfin, l'assassinat des généraux, qui s'est déroulé non loin d'une base de l'armée de l'air où de jeunes membres du PKI étaient en cours de formation, permet à Suharto, *« dans une manœuvre digne de Goebbels »*, d'en imputer la responsabilité à ces bouc émissaires.

Massacres prémédités

Commence alors une gigantesque vague de répression dirigée contre les membres du PKI. Hommes, femmes et enfants soupçonnés d'être proches des communistes sont massacrés un peu partout dans le pays. De nombreux responsables états-uniens, et même des journalistes et des universitaires, ont présenté ces massacres comme étant une simple réaction populaire et spontanée à ce que l'ambassadeur états-unien Jones appellera plus tard le *« carnage »* commis par le PKI. Le carnage n'est pourtant pas le fait des communistes, mais bien plutôt des milices paramilitaires mises en place depuis 1958 par les programmes contre-insurrectionnels de SESKOAD. L'armée se charge notamment de fournir des armes aux étudiants et syndicalistes musulmans. Les États-Unis, de leur côté, fournissent des listes de noms de dirigeants communistes aux militaires indonésiens, rayant progressivement les noms de ceux qui ont été exécutés. L'ambassadeur britannique à Jakarta, Sir Andrew Gilchrist, fait part de son enthousiasme, dans un message adressé au Foreign Office : *« je ne vous ai jamais caché ma croyance en le fait que quelques exécutions en Indonésie pourraient être un préliminaire essentiel pour un changement effectif »* [10]. En quelques mois, entre 500 000 et un million d'Indonésiens sont massacrés, d'après Ralph McGehee, ancien responsable de la CIA [11].

Ces massacres n'avaient rien de spontané. Ils nécessitaient au contraire une préparation minutieuse, et une importante logistique. Ils exigeaient également un conditionnement de la population civile afin de pouvoir la transformer, le moment venu, en milice exterminatrice. Plusieurs éléments permettent d'étayer cette hypothèse. Le chercheur Neville Maxwell, membre de l'Institute of Commonwealth Studies a ainsi raconté comment il avait eu accès à une lettre adressé au ministre des Affaires étrangères pakistanais de l'époque, M. Bhutto. Ce courrier, envoyé par un de ses ambassadeurs en Europe, rapportait une conversation entre un responsable des services de renseignement néerlandais et un membre de l'OTAN. Selon la missive, l'officier aurait indiqué que *« l'Indonésie va tomber dans l'escarcelle de l'Ouest comme un pomme pourrie. (...) Les services de renseignement occidentaux, a-t-il dit, vont organiser un "coup d'État communiste prématuré" [qui sera] destiné à échouer, offrant une opportunité légitime et bienvenue à l'armée pour écraser les communistes et faire de Sukarno un prisonnier à la merci de l'armée »* [12]. La lettre datait de décembre 1964. Dès 1950-1952, William Kintner, officier supérieur de la CIA travaillant pour le think-tank Foreign Policy Research Institute (FPRI), financé par la CIA, écrivait, en référence au PKI, que, *« avec l'aide de l'Ouest, les dirigeants politiques asiatiques - alliés aux militaires - ne devront pas simplement tenir et survivre, mais réformer et avancer tout en liquidant les forces politiques et de guérilla de l'ennemi »*.


John McCloy

Le coup d'État et les massacres qui s'ensuivirent permettent aux États-Unis d'obtenir la mise en coupe réglée du pays, et notamment de ses ressources pétrolières et minérales. L'industrie du pétrole est nationalisée et confiée à la société publique Pertamina, dirigée par l'armée. Celle-ci louera notamment les services de George Benson, ancien membre de la MILTAG de Jakarta, en tant que lobbyiste à Washington. La société états-unienne Freeport Sulphur, qui avait déjà réalisé un arrangement préliminaire en avril 1965, est autorisée à lancer un investissement de 500 millions de dollars pour le cuivre de Papouasie-Nouvelle Guinée. L'un des directeurs de la société est alors Robert A. Lovett, un partenaire d'investissement d'Averell Harriman, qui avait œuvré, lorsqu'il était au Département d'État, pour que les États-Unis soutiennent la conquête de ce territoire par l'Indonésie. En ce qui concerne l'or noir, la petite compagnie pétrolière Asamera réalise une joint-venture avec Permina le jour du déclenchement de Gestapu. On trouve, au sein du conseil d'administration de l'entreprise, la société Allied Chemical, dirigée par John J. McCloy. Celui-ci, ancien secrétaire adjoint à la Guerre de Roosevelt puis membre de la Fondation Ford, et un temps président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, prédécesseur de la Banque mondiale, avait été nommé, en août 1965, dans l'équipe de Lyndon Johnson chargée d'élaborer la politique vietnamienne de l'administration états-unienne.

Mais au-delà de cette réussite « économique », l'arrivée au pouvoir de Suharto établit surtout un modèle stratégique à suivre pour les États-Unis, qui vont l'appliquer par la suite à de nombreuses autres zones géographiques. Ce sera le cas au Vietnam, avec l'opération Phoenix, puis au Chili et en Amérique Latine avec l'opération Condor. L'analogie avec l'arrivée au pouvoir de Pinochet est troublante : tout comme en Indonésie, le général chilien prétexte l'existence d'un complot des communistes - le fameux « plan Z » - pour organiser en réaction un coup d'État préventif et prendre le contrôle du pays, en s'appuyant sur l'armée. Dans les deux cas, l'existence du complot initial est fortement mise en doute par les éléments matériels collectés par les historiens. L'Indonésie aura donc servi de point de repère pour les théoriciens de la « *guerre révolutionnaire* », impliquant pour la première fois des populations civiles manipulées dans une série de massacres de grande ampleur, ici en manipulant des critères politico-religieux, ailleurs en utilisant des clivages ethniques. Nul doute que l'exemple fût retenu par les différentes armées du monde, et notamment les généraux français qui en firent l'application au Biafra, puis au Rwanda.

Paul Labarique

---

[1] *Dulles*, de Leonard Mosley, The Dial Press / James Wade, 1978, p.437.

[2] *Portrait of a Cold Warrior*, par Joseph Burkholder Smith, G.P. Putnam's Sons, 1976 (p. 205).

[3] JCS Memo for SecDef, 22 septembre 1958. Publié dans *Declassified Documents Quaterly Catalogue*, 1982, 002386.

[4] Cité dans *Indonesia : Law, Propaganda, and Terror*, de Julie Southwood et Patrick Flanagan, Zed Press, 1983, p. 68.

[5] *L'inavouable. La France au Rwanda*, de Patrick de Saint-Exupéry, Les Arènes, mars 2004. Voir également la thèse de Gabriel Périès sur la guerre révolutionnaire : *De l'action militaire à l'action politique, impulsion, codification et application de la doctrine de la "guerre révolutionnaire" (1944-1960)*, Université de Paris I

[6] « Ford Country : Building an Elite for Indonesia », par David Ransom, in *The Trodan Horse*, de Steve Weissman (éd.), Rampans Press, 1974.

[7] « The United States and the overthrow of Sukarno, 1965-67 », par Peter Dale Scott, *Lobster*, n°20, novembre 1990.

[8] Dans la version officielle, ce terme désigne le « 30 septembre » (*« Gerakan September Tigapuluh »*) en indonésien. Cependant, il semble que cette appellation n'est pas correcte dans cette langue, mais correspond à la manière anglophone de datation, qui fait suivre le mois, puis le jour et enfin l'année.

[9] Celui-ci, proche de la CIA jusqu'au début des années 1960, était tombé en disgrâce depuis pour ses ralliements épisodiques à Sukarno. Considéré dorénavant comme peu fiable, il verra donc sa fille et son aide de camp être assassinés, avant de pouvoir s'échapper. Par la suite il soutiendra les « purges » anticommunistes.

[10] Cité dans *Web of Deceit - Britain's Real Role in the World*, par Mark Curtis, Vintage, 2003.

[11] « The C.I.A. and the White Paper on El Salvador », par Ralph McGehee, *Nation*, 11 avril 1981.

[12] Cité dans *Indonesia : Law, Propaganda, and Terror*, de Julie Southwood et Patrick Flanagan, Zed Press, 1983, p. 13.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

La torture, c'était mieux avant !

Analyse

En Irak, c'est l'échec, mais le reconnaître serait abandonner le pouvoir. Aussi William Kristol et Lewis E. Lehrman, animateurs du Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC), appellent dans le *Washington Post* George W. Bush à ne pas fléchir. Comme Lincoln, le président-candidat doit rester insensible aux critiques et continuer la guerre. C'est sa victoire militaire qui assurera sa réélection et non un retrait déshonorant d'Irak.

Cependant Bush n'a aucune stratégie claire et ne contrôle pas même son administration. Le coordinateur des faucons, Frank J. Gaffney Jr., dénonce dans la *National Review* les manœuvres du département d'État et de la CIA pour éliminer Ahmed Chalabi, enfant chéri du Pentagone. Ces coups bas n'ayant aucune justification possible aux yeux des lecteurs et des électeurs, Gaffney assure qu'ils manifesteraient deux options : Powell aurait choisi de s'appuyer sur les sunnites via Brahimi, tandis que Rumsfeld aurait choisi les chiites via Chalabi. Une analyse plaisante quand on observe la diabolisation par les faucons du clerc chiite Moqtada el-Sadr et de l'Iran.

Dans ce contexte, personne à Washington n'écoute Michael Berg. C'est aux Britanniques qui manifestaient samedi contre la guerre en Irak que le père du jeune Nicholas Berg a adressé un message que reproduit *Los Angeles Times*. Il y présente son fils non comme un agent double, mais comme un militant pacifiste qui entretenait des relations avec les deux camps pour nouer le dialogue. Et il appelle ceux qui lui expriment de la compassion à agir pour arrêter le massacre.

On croyait le débat sur les armes irakiennes de destruction massive définitivement clos, mais il n'en est rien. *Fox News* a monté en épingle la découverte d'un obus au sarin pour y voir la preuve tant espérée. L'ancien inspecteur en désarmement de l'ONU, Scott Ritter, explique laborieusement

dans le *Christian Science Monitor* que cette trouvaille ne prouve rien. Cette tribune illustre le fossé culturel qui oppose les États-Uniens au reste du monde. En Europe, où l'on détruit tous les jours d'anciens obus chimiques de la Première Guerre mondiale oubliés sur les champs de bataille, la découverte d'un obus au sarin en Irak n'a pas été vécue comme une information.

Le débat sur la torture évolue entre ignominie et hypocrisie. Le reporter de guerre et militant anti-communiste Jack Wheeler stigmatise dans le *Washington Times* le rôle des femmes dans l'armée. Selon lui, le scandale d'Abu Grahib a montré qu'elles n'étaient pas capables d'assumer ce type de responsabilités. Dans une guerre, il ne faut pas avoir peur, tandis que la générale Karpinski et la soldate England ne font que pleurnicher. Pour Wheeler ce qui est scandaleux, ce ne sont pas les tortures, dont il est partisan et qu'il enseigna, mais le désaveu infligé aux militaires qui ont eu le courage de se salir les mains.
Plus subtil, Milt Beaden, ancien officier de la CIA, souligne dans le *Los Angeles Times* qu'en son temps l'Agence formait des interrogateurs suffisamment efficaces pour ne pas avoir à utiliser la torture. Tout cela ne serait donc pas arrivé si l'on disposait aujourd'hui de personnels compétents. Cette habile présentation ferait presque oublier que les sévices infligés à Abou Grahib l'étaient en application d'un manuel de la CIA rédigé en 1983.
Par ailleurs, le journaliste Christopher Hitchens s'efforce de maintenir la version officielle selon laquelle il ne s'agit que de bavures individuelles. Il se fait donc un devoir d'attaquer dans *Slate Magazine* son ex-ami Seymour Hersh du *New Yorker*. En effet, celui-ci, actuel champion des journalistes de gauche, fait remonter la dérive du commandement militaire à l'échec de l'arrestation du mollah Omar, en octobre 2001.

Enfin, Zalman Shoval, ancien président du Likoud mondial, interprète le rejet du plan Sharon par les adhérents du Likoud israélien comme un soutien à Yasser Arafat. En s'opposant au « retrait » unilatéral de Gaza, note-t-il dans le *Jerusalem Post*, les colons ont involontairement affirmé que tout plan doit être négocié avec les Palestiniens. Ils ont ainsi ouvert la voie à un retour de la gauche et à l'application de l'accord de Genève. En d'autres termes, pour fanatiser la base de son parti, Shoval la somme de choisir entre le tout ou rien.

Réseau Voltaire

William Kristol, Lewis E. Lehrman

William Kristol (Le 6 de cœur du régime Bush) est rédacteur en chef de *Weekly Standard*. Il est président du Project for the New American Century.

Ancien candidat républicain au poste de gouverneur de l'État de New York, Lewis E. Lehrman est partenaire de la firme d'investissement L. E. Lehrman & Co. Il est directeur du Project for a New American Century et membre du conseil d'administration de l'American Enterprise Institute. Fondateur de la chaîne de pharmacies Rite-Aid, il fut l'associé de George W. Bush (Le roi de carreau du régime Bush) dans Arbusto Energy.

« Frapper les insurgés en Irak »

Source : Washington Post
Référence : « Crush the Insurgents in Iraq », par William Kristol et Lewis E. Lehrman, *Washington Post*, 23 mai 2004

Depuis le début, George W. Bush a affirmé que les États-Unis devaient mener et gagner la guerre au terrorisme. Aujourd'hui, la bataille centrale de cette guerre est l'Irak. SI nous la perdons, le monde entier baissera les bras.

Durant la Seconde Guerre mondiale ou durant la Guerre de Sécession, il y eut aussi des moments de désespoirs, mais ils ont été surmontés. Lors de la Guerre civile, Lincoln pensait que la situation favoriserait son adversaire politique, George McClellan, favorable à un arrêt du conflit et au maintien de l'esclavage dans le Sud. Pourtant il tint bon et il fut réélu avec 80 % des voix des soldats. Cela lui a permis d'abolir l'esclavage et d'entamer le long processus de réconciliation entre le Nord et le Sud.

Bush veut passer le pouvoir à un gouvernement intérimaire irakien le 30 juin et organiser des élections en janvier 2005, mais cela nécessite des conditions de sécurité et une défaite des insurgés. Il faut qu'il suive l'exemple de Lincoln et poursuive le but premier en se moquant des critiques. Toutes les insurrections armées qui s'opposent à la transition démocratique doivent être détruites. Une telle victoire militaire sera respectée par les sunnites, chiites et Kurdes et le nouveau pouvoir irakien sera renforcé. Le succès dans la guerre au terrorisme dépend donc de frappes militaires décisives contre les insurgés. Après une victoire militaire, celle de Bush suivra.

Frank J. Gaffney Jr.

Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Des abus contre un politicien »

Source : National Review
Référence : « Politician Abuse », par Frank J. Gaffney Jr., *National Review*, 21 mai 2004.

Alors que le pays se plaint des abus commis contre les prisonniers en Irak, il maltraite Amhed Chalabi, un politicien irakien qui a fait plus que tout autre de ses compatriotes pour libérer son pays. L'Autorité provisoire de la Coalition rappelle que les perquisitions au domicile de Chalabi et dans deux bureaux de l'Iraqi National Congress ont été conduites par la police irakienne, mais c'est oublier qu'un membre des services de renseignement états-uniens était présent lors de la saisie de documents. Il est impossible que ces perquisitions aient été entreprises sans l'accord de L. Paul Bremer et de Robert Blackwill, l'homme chargé par George W. Bush de préparer la fin de l'occupation au sein du National Security Council.

Les abus contre Chalabi ne sont que la dernière étape en date des tentatives du département d'État et de la CIA pour le discréditer. Avant la guerre, ces deux institutions voulaient endiguer Saddam Hussein ou provoquer un coup d'État interne pour remplacer le dictateur par un autre. Chalabi, pour sa part, parlant pour les Irakiens, cherchait l'appui du Congrès en faveur de l'Iraq Liberation Act. À cause des manœuvre du département d'État et de la CIA, la guerre d'Irak commença sans que l'on dispose d'une gouvernement de remplacement une fois Saddam Hussein renversé, ce qui contraint les États-Unis à devenir une force d'occupation et développa le ressentiment dans le pays.

En outre, Washington a pris des mesures qui n'ont pas mis les Irakiens en confiance concernant notre capacité à les prémunir d'un retour d'une dictature, ce qui les dissuade de s'engager nettement en notre faveur. Les États-Unis se sont en effet appuyés sur ce sunnite pan arabe de Lakhdar Brahimi, ont freiné les dépenses de reconstruction et ont limité la déba'asification. Chalabi a critiqué ces mesures, mais l'administration Bush a préféré alors lui couper les fonds. Si nous voulons vraiment libérer l'Irak, nous devons appuyer Chalabi.

Michael Berg

Engagé dans le mouvement A.N.S.W.E.R. de Ramsey Clark, Michael Berg est le père de Nicholas Berg, le jeune États-unien décapité en Irak.

« Nick Berg était un soldat de la paix »

Source : Los Angeles Times
Référence : « 'Nick Berg Was a Soldier of Peace' », par Michael Berg, *Los Angeles Times*, 23 mai 2004. Ce texte est adapté d'un discours lu à la manifestation de la Stop the War Coalition à Londres, samedi 22 mai 2004.

Mon fils, Nicholas Berg, était l'homme le plus gentil que je connaissais, un garçon qui avait quitté les Boy Scouts d'Amérique car on voulait lui apprendre à tirer à l'arme de poing. Beaucoup me demandent pourquoi je blâme plus l'administration Bush que ceux qui ont décapité mon fils, mais en réalité je les blâme autant les uns les autres, même si je ne devrais pas.
En effet, je pense que les cinq hommes ont dû parler à mon fils, que, compte tenu de qui il était, ils devaient l'admirer et qu'ils n'étaient pas aussi fiers qu'ils le paraissaient dans la vidéo. En revanche, George W. Bush ne connaissait pas mon fils, c'est un politicien qui n'a pas à assumer les conséquences de ses actes bien que sa politique tue des milliers de personnes quotidiennement. Donald Rumsfeld, pour sa part, affirme prendre la responsabilité des actes d'Abu Ghraib, mais de quelle responsabilité parle-t-on quand il n'y a pas de conséquences pour lui ?
Mon fils n'était pas un militaire, mais c'était un soldat, un soldat de la paix partis en Irak pour aider la population. Après le 11 septembre, nous aurions dû écouter ces gens que nous désignons comme nos ennemis cesser de fixer des pré-conditions pour notre coexistence pacifique, respecter les droits des individus et les souverainetés des États. La direction inefficace de Bush est une arme de destruction massive qui a tué mon fils. Mon fils est mort, mais pas son travail. Nous devons travailler des deux côtés de l'Atlantique pour mettre fin à ces guerres dont nous ne voulons plus comme nous ne voulons plus des mensonges sur la détention de Nick et sur les raisons de la guerre. À ceux qui disent vouloir prier pour Nick, je dis de prier aussi pour la paix et de ne pas se contenter de prier.

Scott Ritter

« L'obus irakien au gaz sarin ne fait pas partie d'une cache secrète »

Source : Christian Science Monitor
Référence : « Iraq sarin shell is not part of a secret cache », par Scott Ritter, *Christian Science Monitor*, 24 mai 2004.

Scott Ritter a été inspecteur en désarmement en Irak de 1991 à 1998 et chef de l'équipe de recherche sur les caches d'armes. Il s'est opposé à la guerre en Irak. Il est l'auteur de *Frontier Justice : Weapons of Mass Destruction and the Bushwhacking of America.*.

Au milieu des années 80, j'ai été officier de renseignement d'un bataillon d'artillerie des Marines. J'ai pu assister à des exercices et j'ai alors constaté qu'un grand nombre des obus tirés n'explosaient pas. Aujourd'hui, en Irak, les militaires états-uniens affirment avoir trouvé un obus au sarin en Irak, à Bagdad.

En tant qu'ancien inspecteur en désarmement en Irak, j'estime qu'il ne s'agit pas d'une preuve de l'existence de stock d'armes de destruction massive, surtout que nous disposons de trop peu d'éléments d'information sur ce point. Les équipes d'inspecteurs des États-Unis ont les capacités techniques de déterminer si cet obus a été tiré il y a longtemps ou non, mais cette information n'a pas été communiquée. Je pense pour ma part que cet obus n'est qu'une découverte archéologique d'un ancien obus tiré et qui n'a pas explosé, cela se produit souvent. Je ne crois pas qu'il s'agisse d'un obus non-tiré et il se peut même qu'il s'agisse d'un des obus pouvant contenir du sarin qui a été testé par l'Irak, test que l'Irak avait déclaré.

Il faut que les États-Unis donnent plus d'informations sur cet obus s'ils veulent être crus dans cette affaire et, dans cette année électorale, le public doit disposer de toutes les informations.

Jack Wheeler

« Prends ça comme un homme »

Source : Washington Times
Référence : « Take it like a man », par Jack Wheeler, *Washington Times*, 21 mai 2004.

Jack Wheeler est rédacteur du site ToThePointNews.com. Il est président-fondateur de la Freedom Research Foundation, un association qui servit de couverture à la CIA pour recruter des mercenaires

Nous pouvons conclure que le scandale de la prison d'Abu Ghraib est aussi bidon que celui de la négation des relations sexuelles de Bill Clinton car il n'y a pas d'appel à la démission de l'individu le plus responsable de ces abus : la général de brigade Janis Karpinski, responsable de la prison. Pourquoi ? parce que c'est une femme et que même en temps de guerre le politiquement correct l'emporte sur la sécurité nationale.

Les démagogues démocrates sont prêts à sacrifier la sécurité nationale pour battre le président George W. Bush en novembre et utilisent ce scandale pour demander la démission de Donald Rumsfeld. Si Karpinski était un homme, on

et soutenir des guérillas anti-communistes dans les années 80. Wheeler, qui collabore de longue date avec le groupe Moon et fut membre de la Ligue anti-communiste mondiale, est souvent présenté comme l'inspirateur de la « doctrine Reagan » de harcèlement de l'URSS. Il a donné des cours de torture à l'École des Amériques.

lui demanderait aussi de rendre des comptes. On aurait aussi pu attendre qu'elle se défende comme un homme, mais elle s'est défendue comme une femme en pleurnichant, en demandant pardon et en affirmant être un bouc émissaire. J'attends que les féministes dénoncent cette attitude humiliante pour les femmes qui renforce les stéréotypes.

Ce scandale est la conséquence de l'incompétence de Karpinski [1] et de la crainte de ses supérieurs de s'en prendre à elle car elle est une femme. Elle aurait déjà dû être relevée de son commandement cet été quand elle a fait libérer Mohammed Jawad Anayfar, responsable pourtant de 15 000 morts pendant l'insurrection chiite. Là aussi, elle inventa des excuses pour se justifier, tout comme le fait Lynndie England, qui a affirmé n'avoir fait que suivre les ordres. Donald Rumsfeld, pour sa part, a affronté ses responsabilités en homme. La guerre est une affaire d'hommes car eux assument leurs actes. Le vrai scandale d'Abu Ghraib est l'incapacité des femmes militaires à faire leur *mea culpa*.

---

[1] NDLR : Outre « l'incompétence » de Janis Karpinski, on pourrait voir dans le scandale d'Abu Ghraib les conséquences de méthodes que l'auteur a lui même préconisées et exposées dans la presse l'année dernière (voir TLI n°102).

Milt Bearden

Milt Bearden est ancien responsable de haut rang à la CIA ayant participé aux opérations de l'agence en Afghanistan et au Soudan. Il a été numéro deux de la division Europe de l'Est/ Union soviétique au siège de Langley dans les années 80. il est coauteur avec James Risen, journaliste spécialisé sur les questions de renseignement au *New York Times, de The Main Enemy : The Inside Story of the CIA's Final Showdown With the KGB.*

« La torture : aussi futile que brutale »

Source : Los Angeles Times
Référence : « Torture : As Futile as It Is Brutal », par Milt Bearden, *Los Angeles Times*, 23 mai 2004.

Entre le 11 septembre et la révélation des abus à la prison d'Abu Ghraib, les États-Unis sont passés de l'illusion d'être un empire à la dure réalité d'une nation luttant pour retrouver son équilibre, voir son respect de soi.

Le débat actuel porte sur la légalité de la torture comme moyen d'interrogatoire, mais on oublie presque la question de son utilité pour obtenir des informations. Le débat a émergé après le 11 septembre quand Alan Dershowitz, professeur de droit à Harvard, a affirmé que la torture se justifiait quand il s'agissait d'empêcher un attentat imminent, mais à condition qu'une autorisation soit fournie auparavant. Après l'intervention en Afghanistan, les Américains ne furent pas choqués par les images des prisonniers de Guantanamo. L'annonce de prisons secrètes de la CIA partout dans le monde ne suscita pas plus d'intérêt. On estima donc que le public américain approuvait tacitement toutes méthodes qui permettraient de venger le 11 septembre ou d'en éviter un nouveau.

On estimait généralement que les militaires avaient l'habitude de ce genre d'interrogatoire et travaillaient de façon compétente, mais ce n'est pas vrai. Hormis ceux qui avaient connu le Vietnam, personne n'était formé à ça. Des questions auraient dû naître quand on a vu les images de l'interrogatoire de John Walker Lindh, le taliban, américain tant cela sentait l'amateurisme. En

Irak, des interrogateurs inexpérimentés et des prestataires à la hiérarchie inconnue ont été mis sous pression pour obtenir des informations et tout a dérapé.
Les auditions du Congrès devront nous éclairer sur les responsabilités, mais il faudra aussi se demander si la torture a une autre utilité que d'infliger de la souffrance. Si ce n'est pas le cas, il faudra changer de méthode.

Christopher Hitchens

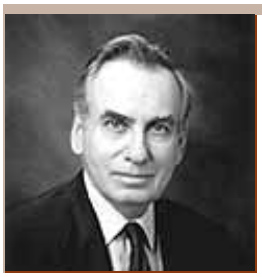
Christopher Hitchens est éditorialiste pour Vanity Fair et auteur d'essais politiques. Il y a peu, très marqué à gauche, il a claqué la porte de *The Nation*, dont il était le journaliste vedette, pour passer dans le camp Bush et devenir un thuriféraire de la guerre en Irak. Son dernier livre est *Why Orwell Matters*.

« Ce qui a mal tourné »

Source : Slate Magazine
Référence : « What Went Wrong », par Christopher Hitchens, *Slate Magazine*, 18 mai 2004.

Dans son article du *New Yorker* sur les dépravations de la prison d'Abu Ghraib, Seymour Hersh tente de démontrer que ces actes sont la conséquences d'une politique décidé tout en haut de la hiérarchie. Pour expliquer ce qui a conduit à cette situation, Hersh rappelle un événement : le 7 octobre 2001, un drone Predator volant au-dessus de l'Afghanistan a eu dans son viseur un véhicule qui contenait sans doute le Mollah Omar, le chef des Talibans, mais un avocat du centre de commandement de Tampa refusa d'autoriser la frappe car il l'estimait illégale. Le temps que l'ordre de tir soit donné, la voiture était hors de portée. Hersh avait déjà rapporté cette information et la colère de Donald Rumsfeld quand il apprit cet incident.
Cet évènement, et d'autres, ont entraîné une telle frustration dans les hauts rangs que des méthodes s'écartant des règles furent ordonnées et appliquées discrètement. C'est donc dans l'échec de frapper le Mollah Omar qu'on trouverait la source des techniques employées dans la prison d'Abu Ghraib.
Ce qui est préoccupant dans l'analyse de Hersh, c'est que les opposants à la guerre en Irak sont aussi ceux qui condamnent l'administration Bush pour ne pas avoir attrapé Ben Laden et le Mollah Omar en Afghanistan. Mais auraient-ils approuvé les mesures nécessaires ? Je ne le crois pas. Les soldats sadiques d'Abu Ghraib doivent être condamnés, mais la lutte contre le jihad doit se poursuivre. Notons, en effet, que Zarkaoui, accusé d'avoir voulu mener un attentat chimique en Jordanie était à Bagdad avant la guerre, Bagdad où on a retrouvé une bombe au sarin. Qui a bien pu lui donner ce gaz ?

Zalman Shoval



Zalman Shoval est ancien ambassadeur israélien aux Etats-Unis et ancien président du Likoud mondial. Il est conseiller d'Ariel Sharon.

« C'est un "oui" à Yasser Aarafat »

Source : Jerusalem Post
Référence : « It's a 'yes' to Yasser Arafat », par Zalman Shoval, *Jerusalem Post*, 21 mai 2004

Le rejet du plan d'Ariel Sharon de désengagement unilatéral de Gaza par le Likoud renforce Yasser Arafat. Celui-ci avait bien compris qu'un retrait qui ne passerait pas par une négociation avec lui serait un coup dur pour lui.
Le meurtre haineux de Tali Hatuel et de ses quatre filles le jour du vote a renforcé les espoirs des Palestiniens en faveur du « non ». Les conséquences du vote ont plu à toutes les chancelleries qui ne ratent pas une occasion de rappeler que la seule voie possible est de négocier avec Arafat. Bush, déjà empêtré dans les problèmes en Irak, n'a pas dû apprécier le refus du Likoud, mais il faut noter qu'il a continué à soutenir le plan de désengagement. Il a également rappelé que compte tenu du non-respect des conditions de la « feuille de route » par les Palestiniens, la création d'un État palestinien en 2005 est irréaliste.
Compte tenu de ces opinions affichées, il est surprenant que l'administration Bush n'ait pas pris davantage ses distances avec tous ceux qui affirment qu'Israël doit abandonner les « territoires occupés » alors même que la résolution 242 de l'ONU reconnaît à Israël le droit de sécuriser ses frontières, ce qui rend impossible un retour à la « ligne verte ». Israël sait que le statut final dépend de négociations avec les Palestiniens, mais il sait également quelles sont les intentions de l'actuelle direction palestinienne. Les fondations du plan Sharon se trouvent dans le soutien des États-Unis aux positions fondamentales du Premier ministre sur les frontières et les réfugiés palestiniens. Il ne faut donc pas aider la gauche à revenir au pouvoir sous peine de voir arriver un gouvernement Yossi Beilin qui appliquerait les accords de Genève.